



Focus I 14.09.2018

## Le débat est lancé

**Piloté par Dominique Libault, le débat sur la réforme de la dépendance et de son financement, annoncée par le président de la République, s'ouvrira en octobre. Les attentes des acteurs du secteur sont fortes. Etat des lieux.**

Nadia Graradji

*« Nous étions assez inquiets de ne pas entendre que le dossier de la réforme de la dépendance serait l'un des dossiers prioritaires de la rentrée. C'est désormais chose faite. »* A l'instar de Romain Gilzome, directeur de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA), l'ensemble des acteurs du secteur du grand âge attend avec impatience le coup d'envoi des groupes de travail sur le financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Edouard Philippe, le Premier ministre, a confirmé, à l'issue du séminaire gouvernemental de rentrée, le 5 septembre, l'ouverture de ce chantier, prévue début octobre. Une réflexion nationale qui sera pilotée par Dominique Libault. *« Nous voulons [...] aborder ce sujet calmement, avec méthode, dans la concertation, mais résolument car ne pas le prendre en compte et ne pas préparer les solutions pérennes, durables, crédibles sur cette question, ce ne serait pas être à la hauteur de la tâche »,* a déclaré le chef du gouvernement. *« Cette annonce concrétise l'engagement de la ministre des Solidarités et de la Santé et du président de la République de présenter des pistes de financement d'ici fin 2018 pour envisager une loi en 2019 »,* se satisfait Romain Gilzome. Et d'ajouter : *« Notre secteur a connu un mouvement de mobilisation d'ampleur en début d'année. L'Etat a reporté sans cesse la création d'une prestation autonomie. Or, nous voyons bien que les petits ajustements de chacun des gouvernements successifs ne permettent pas d'améliorer suffisamment, et en profondeur, la situation des personnes âgées en établissement et à domicile, ni celles des professionnels et des familles. L'ensemble des acteurs a de gros espoirs car ils ont été trop déçus auparavant. »*

## Une clause de rendez-vous

**Didier Sapy, directeur de la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)** considère, lui-aussi, que ce débat est « *une clause de rendez-vous à ne pas rater* ». Il appelle de ses vœux « *une vraie approche globale, nouvelle y compris sur le plan économique* », un débat national qui « *ne soit pas uniquement comptable* » mais « *sociétal et médico-socio-économique* ». « *Emmanuel Macron a été élu dans une posture réformatrice ambitieuse. On attend donc des réformes structurelles, un changement de paradigme. Si les choses doivent changer, c'est maintenant !* », insiste-t-il. « *Le fait que Dominique Libault ait plutôt une culture sanitaire, une culture de l'économie de la santé n'est pas forcément une mauvaise chose. Il aura peut-être cette approche globale* », ajoute Didier Sapy. Quels seront les thèmes des différents groupes de travail ? Quel sera le calendrier de ces réflexions ? Qui va y être associé ? Contacté par les ASH, Dominique Libault précise que répondre à de telles questions est « *prématuré* » mais qu'il y aura « *un lancement officiel de cette mission* ».

## Repères

Directeur de l'Ecole nationale supérieure de la sécurité sociale (EN3S), Dominique Libault, 57 ans, préside depuis 2012 le comité de pilotage des expérimentations sur les parcours de santé des personnes âgées (Paerpa). Il est également, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, président du Haut Conseil du financement de la protection sociale.